

CONFERENCE NATIONALE
DES PRÉSIDENTS DE COMITÉS U.N.E.F.

RAPPORT PRÉSENTÉ PAR :
JEAN-LUC MANO - PRÉSIDENT DE L'UNEF

PARIS, 6 & 7 NOVEMBRE 1976

Chers Camarades,

Pour la première fois depuis 1971, les responsables des Comités UNEF sont réunis à Paris.

C'est là un événement important.

Cette réunion rassemble les premiers responsables de l'UNEF, ceux qui chaque jour sont confrontés à l'activité du syndicat, à ses succès à ses difficultés.

C'est l'occasion pour nous, d'examiner pendant deux jours la situation des étudiants, le rapport des forces qui règne à l'Université ; c'est bien sûr l'occasion de faire le point d'une remise de cartes et d'envisager comment aller de l'avant.

C'est l'image vivante de la démocratie syndicale qui après le Congrès de Toulouse fait progresser en l'actualisant l'orientation du syndicat.

° ° °

Voilà quelques jours que la rentrée universitaire bat son plein. Depuis lors, la presse et tous les observateurs s'interrogent sur l'Université. Quelle est la situation réelle des étudiants en cette rentrée ? Quelle est leur combativité, où en est le rapport des forces ?

Et bien cette rentrée se caractérise par deux éléments essentiels.

- D'une part l'aggravation de la situation et l'émergence de difficultés nouvelles pour les étudiants et l'ensemble des travailleurs,

- D'autre part, l'engagement rapide d'une large riposte de l'ensemble des couches touchées par les agressions actuelles du gouvernement, le caractère massif et unitaire des manifestations de 7 et 23 Octobre, portent témoignage de l'ampleur de cette riposte.

L'Université n'échappe pas à la règle. Dès la rentrée, l'UNEF a pris l'initiative de luttes importantes qui ont conduit à de considérables succès.

Cette situation est caractérisée par un développement des luttes sans précédent pour cette période de l'année.

En un mot, n'en déplaise à certains observateurs, nous assistons à une rentrée universitaire particulièrement combative.

Comment pourrait-il en être autrement quand on connaît la situation des étudiants en cette rentrée ?

./.

I- LA SITUATION DES ÉTUDIANTS

Sans aucun doute, cette rentrée est marquée par les conséquences du mouvement revendicatif du printemps 76.

Le bilan que nous en tirions au 63ème Congrès est confirmé par la circulaire publiée le 20 Juillet.

C'est en pleines vacances, de façon quasi clandestine que Madame SAUNIER-SEITE publiait un texte qui :

- maintient les filières existantes,
- permet le libre accès de tous les licenciés à la maîtrise,
- garantit la valeur nationale des diplômes et le maintient des équivalences,
- réduit le rôle du patronat dans les habilitations de diplômes,

Ces reculs sont importants. Ils sont d'autant plus appréciables que dans le climat d'aggravation de la crise économique et sociale actuelle, toute lutte ne mène pas par nature à la victoire.

Pour apprécier justement ces succès, il faut prendre en compte la fermeté de l'opposition du gouvernement, l'acharnement qu'il met dans sa résistance aux revendications.

C'est pour cela que les acquis peuvent être appréciés comme très considérables. Ils le sont d'autant plus qu'ils ont montré que la situation qui nous est faite n'est pas fatale, qu'il est possible d'arracher des succès.

Dans le même temps, personne ne doit s'étonner que malgré l'ampleur du mouvement et des succès remportés, ces luttes n'aient pas modifié profondément la nature de la politique universitaire du gouvernement.

Nous savons pertinemment que cette modification fondamentale passe par des transformations de structures plus générales.

Aussi, la situation demeure caractérisée par la tendance permanente à la détérioration des conditions de vie des étudiants. Nos luttes permettent dans un premier temps de limiter cette détérioration.

Sans elles on imagine à peine quelle serait la situation des étudiants. Le plan de redéploiement des Universités serait opératif, les numéris-clausus généralisés, le recrutement des profs serait stoppé, la réduction des heures complémentaires serait plus importante et sans appel.

En un mot on assisterait à une aggravation brutale de la situation des étudiants et des Universités limitée par les luttes.

C'est ainsi que malgré tous ces efforts et une certaine réussite de certains secteurs, le gouvernement n'est pas parvenu à baisser le nombre d'étudiants.

C'est ainsi que des succès partiels ont été obtenus sur telle ou telle question.

- Déblocage de crédits en E.P.S., de 15 000 heures complémentaires à Paris XIII, réouverture des inscriptions à Paris V Psycho, maintien de l'U.E.R. juridique à Paris X, obtention d'un million de nouveaux francs pour la cité universitaire d'Antony, annulation de la décision de fermer Arts Plastiques.

Tels sont quelques exemples de succès qui, pour être partiels, n'en sont pas moins importants, ils participent de la lutte plus générale contre la globalité de la politique universitaire du pouvoir.

Une politique qui est très sérieusement mise en difficulté par les luttes. De façon permanente le pouvoir est contraint à des reculs sur un fond définitif, il manoeuvre et tente perpétuellement de reprendre d'une main ce qu'il a du céder de l'autre.

C'est l'exemple d'Amiens, ou battu sur la réforme du deuxième cycle, incapable de l'appliquer, il crée autoritairement une UER juridique à statut dérogatoire permettant de l'appliquer.

C'est cette logique de la conquête et de la reconquête qui ne doit pas faire perdre de vue aux étudiants que le gouvernement manoeuvre en permanence, mais qu'il manoeuvre en recul.

Nos luttes portent atteinte à sa politique, chaque succès local arraché le met en difficulté parce qu'il porte atteinte à la cohérence de celle-ci, parce qu'il donne la preuve qu'il est possible de gagner.

En effet, gagner 15 000 heures à Paris XIII, c'est porter un coup à la politique d'austérité.

- . gagner la suppression du 0 éliminatoire dans telle fac, c'est porter un coup au caractère sélectif des examens,
- . gagner le maintien d'Arts Plastiques, c'est porter un coup à l'entreprise de redéploiement des Universités.

Personne ne doit s'y tromper, ces succès ne sont dus qu'à nos luttes. Par expérience, nous imaginons mal le gouvernement faire preuve de générosité, ou limiter volontairement ses ambitions.

Non, si ces projets sont contrés, si ces mesures sont limitées, si il ne met pas en place tout le dispositif prévu, ce n'est pas par un quelconque choix tactique, c'est parce que les luttes le contraignent et l'acculent à cette solution.

Bien sûr, nous ne nous satisfaisons pas de ces acquis, nous invitons les étudiants à combattre les effets d'une crise dont ils ne sont nullement responsables. A les combattre avec d'autant plus de fermeté que cette crise conduit à une série de mesures qui posent des problèmes aux étudiants dans tous les aspects de leur vie.

Les étudiants sont gravement touchés dans leur vie matérielle. La politique actuelle les contraint à la gêne, voire à la pauvreté, elle leur offre l'image de la dilapidation du service public d'enseignement, du sabordage du potentiel scientifique et culturel.

Elle porte gravement atteinte à leur formation. Le manque de moyens conduit à une considérable régression pédagogique, la valeur des diplômes est remise en cause, le contenu de l'enseignement est déphasé par rapport aux progrès du monde moderne, son caractère scientifique est en régression, le poids idéologique de la crise se fait plus pesant.

Les étudiants sont confrontés à la problématique de leur avenir apparemment insoluble. S'il est vrai, comme le dit le "Monde de l'Education" que les diplômés ne sont pas aux premiers rangs des chômeurs, il n'y a pas là de quoi se réjouir. Il est encore heureux qu'après 5 ou 6 ans d'études, un diplômé de l'enseignement supérieur ait un peu plus de chances de ne pas être chômeur, de se rendre immédiatement utile au pays. Ce qui est anormal, c'est le phénomène du chômage, ce qui est aberrant, c'est que des diplômés dont la nation pourrait utiliser les capacités et les connaissances, soient privés du pouvoir de les exercer.

Enfin, les étudiants vivent une tentative de limitation des libertés et de la vie démocratique dans les Universités? Le gouvernement supprime la subvention de l'UNEF, minorise les élus étudiants dans les Conseils, partitionne les Universités. Les principales décisions sont prises sans les étudiants, à qui l'on refuse le droit de regard sur la vie de leur UER, de leur Université

A Brest et à Montpellier des militants de l'UNEF sont déférés devant les tribunaux. Madame SAUNIER-SEITE insulte l'UNEF à la radio et à la télé, sans que la possibilité de lui répondre nous soit offerte.

L'ensemble de ces mesures sont graves. Elles sont graves pour les étudiants, mais en même temps elles renforcent la volonté de lutter, de combattre.

Bien sûr, tous les étudiants ne sont pas touchés de la même façon par cette politique. Les caractéristiques de sélection et de ségrégation sociale de l'institution universitaire frappent d'abord les plus défavorisés. Il est clair que ce sont les étudiants issus de la classe ouvrière qui sont les premières victimes de cette situation.

Dans le même temps, il est indéniable qu'avec eux, ce sont toujours d'avantage d'étudiants qui sont frappés.

En fait, nous pouvons dire qu'à des degrés divers, tous les étudiants sont atteints par un ou plusieurs aspects de la politique actuellement poursuivie.

Ces problèmes concernent non seulement les étudiants, mais l'ensemble de la population. De l'avis général cette politique ne peut plus durer.

II - L'ACTION, L'ENTRAIDE, L'UNION

FACE A CETTE SITUATION, QUELLE EST LA SOLUTION POUR LES ETUDIANTS ET QUE DOIT FAIRE L'UNEF ?

Le gouvernement et sa presse font tout pour maintenir les étudiants dans un isolement qui^{ne} leur donne aucune possibilité de s'en sortir.

Ainsi la question qui nous est posée est celle de la confirmation de notre orientation sur la base des travaux de notre 63ème Congrès, qui permet d'aborder la démarche syndicale dans sa globalité en présentant l'UNEF comme le recours des étudiants. Le recours, c'est-à-dire ce qui permet à l'étudiant de surmonter ses problèmes, individuellement comme collectivement.

Cette stratégie s'articule sur trois axes : L'ACTION, L'ENTRAIDE, L'UNION

L'ACTION parce que la défense des étudiants passe par une position de combat contre le gouvernement et que notre analyse de la réalité nous conduit à fixer les responsabilités de ce gouvernement.

L'ENTRAIDE parce que l'action revendicative ne saurait être la seule vocation de l'UNEF. Satisfaire les besoins les plus urgents des étudiants, les aider, c'est accomplir pleinement notre démarche syndicale.

L'UNION parce que l'aboutissement de tout cela ne peut se réaliser que dans le Comité - forme première du rassemblement des étudiants.

A - LA LUTTE

Les Comités de l'UNEF sont à l'initiative des luttes partout et sur toutes les questions. Les Comités de l'UNEF sont les organisateurs de toutes les luttes, de toutes les revendications.

Les comités interviennent sur tous les secteurs, partout, ou ne serait-ce que pour un étudiant qui doit être défendu.

Cette orientation de combat n'est pas le résultat d'un choix préconçu, c'est le résultat de l'analyse de la réalité. Celle-ci nous conduit à constater que contre cette politique, contre ce gouvernement, la seule voie ensaisageable pour obtenir satisfaction, c'est celle de la lutte, de la lutte résolue et responsable qui comme l'an passé permet de remporter des victoires.

Oui, les Comités de l'UNEF se battent et doivent se battre toujours plus sur toutes les revendications. Le Comité prend en compte les aspirations, toutes les aspirations des étudiants, toute la diversité de leur situation et de leur exigence, il les assimile et s'en saisit pour en faire concrètement un axe de lutte.

La seule condition, c'est que la revendication soit élaborée démocratiquement par les étudiants.

Le Comité se bat pour le dédoublement d'un T.D. comme pour la participation aux jurys d'examens, pour l'attribution d'un poste comme pour la participation des étudiants à l'élaboration des programmes, pour leur droit de donner leur avis sur le contenu des cours, le choix des sujets traités.

- En cette rentrée, les Comités UNEF, proposent aux étudiants de se battre au-delà du plan local sur quelques revendications nationales particulièrement urgentes.
- . Les étudiants refusent le sabotage des Universités, ils exigent avec leurs Comités, le déblocage de crédits supplémentaires, l'augmentation du budget du Secrétariat d'Etat aux Universités.
- . Les étudiants refusent de faire les frais de la crise, avec leur Comité, ils exigent une augmentation des bourses, l'ouverture de discussions sur l'allocation d'étude.
- . Les étudiants refusent d'être les chômeurs les plus qualifiés de France, avec leur Comité, ils exigent la création d'emplois et particulièrement l'augmentation des postes aux concours d'enseignement.
- . Les étudiants refusent la mise au pas de l'Université avec leur Comité, ils exigent le respect des libertés syndicales et la possibilité de prendre part aux décisions qui les concernent.

Au plan national comme au plan local, ce qui guide l'orientation des Comités, c'est l'union de tous les étudiants, c'est là une orientation qui a fait ses preuves l'an passé et reste plus valable que jamais.

Les éléments positifs contre la réforme du deuxième cycle, son caractère massif et déterminé, la convergence réelle qui s'est exprimée avec les enseignants et les travailleurs, le soutien qui lui a été apporté, le fait qu'un grand nombre d'étudiants se soient retrouvés dans propositions faites par l'UNEF ne peuvent faire oublier qu'il reste encore beaucoup à progresser.

Pour remporter d'autres victoires, des victoires plus importantes, le mouvement étudiant doit gagner en démocratie?

Nous avons tout à gagner au dépassement des faux débats réalisés au nom des étudiants dans des marathons nocturnes, même affublés du nom de coordination.

Les étudiants ont tout à gagner à une réflexion plus démocratique sur les formes de lutte. Une réflexion permettant que la grève même si elle révèle le mécontentement et la combativité des étudiants, même si elle est une forme de lutte qu'il convient d'envisager à certains moments, comme l'UNEF l'a fait l'an passé, n'est pas le nec plus ultra de l'action. Il est temps de comprendre que ce qui est déterminant dans une forme de lutte ce n'est pas son apparence mais la capacité à rassembler.

Les Comités de l'UNEF agissent pour faire progresser la capacité de propositions des étudiants, qui passe par l'élaboration des plateformes revendicatives

Les Comités UNEF agissent pour n'exclure personne de l'action, pour rassembler toujours plus.

Voilà la conception démocratique et de masse qui nous anime.

Cette conception qui a permis les succès de l'an passé, c'est elle qui permet aujourd'hui le développement des luttes de grande ampleur.

C'est à son actif qu'il convient de mettre le bilan du mouvement étudiant en cette rentrée, la mobilisation contre les hausses, les 100 000 signatures obtenues, la participation des étudiants à la riposte contre les mesures d'austérité, les dizaines de milliers d'heures complémentaires reconquises, la reconnaissance ici et là du droit de participer au jury d'examens, la réunion des délégués de 36 IUT et l'élaboration d'une plateforme revendicative lors de la Convention Nationale des IUT. C'est cette orientation qui nous guide dans la prise d'initiatives telles que l'organisation d'une journée d'action des étudiants en E.P.S., les initiatives nationales en Médecine et en CAPES-AGREG, la convocation au deuxième trimestre d'un Colloque National sur l'Université Démocratique.

C'est cette orientation qui permettra à nos comités d'être toujours plus et mieux, les centres de rassemblement, de débat, d'initiatives et d'action.

En ce sens, les journées des 9 et 10 Novembre seront deux grandes journées d'action et de protestation contre le vote du budget du Secrétariat d'Etat aux Universités.

Dans chaque ville, des délégations ou manifestations se rendront dans les Rectorats.

A Paris, des délégations de chaque fac se rendront à l'Assemblée Nationale pour porter les 90 000 signatures réunies au plan national sur la pétition contre la suppression des heures complémentaires.

Avec le rassemblement de la Sorbonne, le 9, les étudiants parisiens auront la possibilité de faire entendre leur voix et démontrer leur combativité.

Dans chaque ville, les rassemblements sont des catalyseurs des luttes, des tremplins pour les poursuivre, le signal de leur amplification.

Chers Camarades,

Dans le même temps où nos comités organisent l'action revendicative des étudiants, ils organisent leur entraide.

SANS ATTENDRE : L'ENTRAIDE, EN METTANT EN PLACE DES SERVICES

Pourquoi l'entraide - Pourquoi les services ?

Pour une seule et unique raison : les étudiants en ont besoin et le rôle de tout syndicat est de répondre à ces besoins.

L'aggravation de la crise et de ses conséquences néfastes, justifient plus que jamais ce type d'activité.

Soyons clairs, la seule perspective de l'étudiant sans emploi et sans logement, ne peut pas être l'attente de jours meilleurs : son besoin immédiat, c'est le service emploi-logement.

La seule perspective d'un étudiant salarié qui ne peut assister à ses cours, ne peut pas être la lutte pour l'allocation d'étude, il a besoin immédiatement de photocopiés.

La seule perspective d'un étudiant qui n'a pas de quoi aller au cinéma ne peut pas être l'action pour l'extension des réductions étudiantes, son aspiration immédiate, c'est l'existence d'un ciné-club.

Ce faisant, nous ne gérons pas la pénurie, nous luttons.

Oui, nous luttons contre l'abandon, l'échec, le renoncement, quand par exemple nous permettons à 7 000 étudiants supplémentaires de s'inscrire à Vincennes.

Nos comités s'inscrivent dans la tradition du syndicalisme étudiant, et se mettent au diapason du syndicalisme enseignant et ouvrier. Sur ce point, en nous gardant de plaquer un type d'activité sur une réalité différente, nous nous inspirons de l'actif des grandes centrales syndicales que sont la CFDT, la FEN et la CGT.

Cette activité de service, est une fonction fondamentale du syndicat, c'est une composante à part entière de toute démarche authentiquement syndicale.

Et qu'on ne vienne pas nous parler de corporatisme.

Le rejet du corporatisme, ne passe pas par le mépris ou la hautaine indifférence aux problèmes les plus urgents des étudiants.

L'UNEF d'autant était corporatiste, non pas parce qu'elle avait beaucoup de services, mais parce qu'elle ne faisait que les services.

Aujourd'hui, personne ne peut croire que l'UNEF, l'UNEF qui a joué un si grand rôle dans les luttes, l'UNEF qui organise partout l'action puisse sombrer dans le corporatisme.

Les comités UNEF organisent donc des services multiples, correspondant aux besoins diversifiés des étudiants.

Les comités UNEF mettent à la disposition des étudiants des services nationaux que l'UNEF a créés, ils participent à leur développement.

Ils le font en organisant partout des succursales de la coopérative des Etudiants de France qui permet l'achat de livres et de fournitures à prix réduits. Ils mettent à la disposition des étudiants les services de V.T.U. - Voyage et Tourisme Universitaire.

A ce sujet il convient de souligner les bénéfices scandaleux réalisés par les marchands de voyages sur le dos des étudiants.

Utiliser V.T.U., le seul organisme de voyages conçu pour les étudiants et géré par des étudiants, c'est aussi refuser l'exploitation honteuse des loisirs et des vacances et permettre au plus grand nombre de réaliser leurs aspirations de jeunes et d'étudiants.

Les Comités UNEF organisent les services indispensables et communs à toutes les Universités, tels les services emploi-logement, les ciné-clubs.

De même, les comités UNEF organisent des services particuliers à chaque Université et adaptés à leur situation.

- c'est à Limoges, le service d'auto-stop qui permet aux étudiants de revenir le lundi à la fac à moindre frais,
- les services SVP-UNEF à Toulouse,
- les petites annonces de Nantes,
- les guides réalisés dans quasiment toutes les facs,
- l'accueil les jours d'inscription,
- l'organisation d'une cafétéria comme à l'IUT de Saint-Denis,
- la gestion d'un restaurant-universitaire comme à Lille,
- l'organisation d'une boum, d'un gala, d'une exposition ou d'initiatives, mois Aragon réalisé à Toulouse,

Ces exemples témoignent du chemin parcouru depuis la liquidation de l'UNEF après 68, liquidation qui s'est accompagnée de celle des services.

L'UNEF et ses comités ont permis la reconstruction d'une infrastructure d'entraide sur laquelle les étudiants peuvent s'appuyer.

D'ores et déjà nous avons créé les bases qui nous permettent de redonner au mouvement étudiant français tout le potentiel de services qui était le sien avant la liquidation du syndicat.

La question de leur développement est entre les mains des étudiants et de leur comité.

Ce sont les comités qui organisent la plupart des services sur la base de la prise en compte de la réalité de l'UER.

Les comités réalisent ces services en utilisant cette force que nous sommes seuls à posséder, la force que nous donne notre appartenance à une grande organisation syndicale, en ayant dans chaque comité un responsable de cette question.

Mais c'est surtout en faisant largement appel aux étudiants que fonctionnent et s'améliorent les services de l'UNEF. En proposant à chacun de participer à leur animation.

En menant cette activité, en organisant l'entraide et l'action, en fondant cette orientation sur l'union de tous les étudiants, le comité UNEF répond véritablement aux attentes des étudiants.

Nous aurons l'occasion d'en avoir la confirmation avec les élections universitaires.

En effet, à l'intérieur du comité UNEF, certains ont un rôle particulier d'aide et de défense des étudiants, ce sont les élus UNEF. Délégués officiellement par les étudiants lors des élections universitaires, ils ont un mandat de délégués syndicaux à remplir envers les étudiants de leur année et de leur UER, ils sont en quelque sorte les "piliers" de l'activité de l'UNEF dans l'UER.

Acquis des luttes de mai 68, la possibilité pour les étudiants d'élire des délégués a changé profondément la vie des Universités, en permettant aux étudiants d'être informés, d'intervenir dans le fonctionnement de leur Université, de faire valoir leurs droits auprès de l'administration et du gouvernement.

Seule l'UNEF s'est battue depuis le début pour permettre aux étudiants d'utiliser au maximum cet outil acquis par leurs luttes?

L'an passé les élections universitaires ont permis une riposte immédiate et nationale à la réforme du deuxième cycle, elles ont permis aux étudiants d'être informés, de débattre et d'exprimer sans attendre au plan national leur refus de la réforme du deuxième cycle, elles ont permis par l'action des élus UNEF le maintien de la session d'examens de septembre, que le gouvernement voulait supprimer, elles ont été un tremplin pour le développement rapide du vaste mouvement revendicatif du printemps 76.

Dans ce mouvement, les 2000 délégués UNEF qui venaient d'être élus ont joué un rôle important en mettant la majorité des Conseils du côté des étudiants, en amenant la conférence des Présidents d'Université à refuser la réforme du deuxième cycle, en obtenant Université par Université la validation de l'année universitaire, en permettant la poursuite de l'action dans les Conseils la grève terminée.

L'ENJEU DES ÉLECTIONS UNIVERSITAIRES

Les élections universitaires qui vont avoir lieu dans les semaines qui viennent constituent la grande échéance après la lutte du printemps 76, elles sont le moyen, dans la foulée de nos rassemblements et de notre campagne de rentrée, de créer un nouveau rapport de forces national en faveur des étudiants.

Les élections sont une forme de lutte en tant que telle, permettant à la masse des étudiants d'exprimer leur refus des mesures de SAUNIER et leur accord sur les propositions de l'UNEF.

Les élections sont l'expression de la volonté des étudiants de se rassembler pour défendre leurs droits, de se donner des délégués qui seront pour eux un recours permanent et les organisateurs des luttes.

Chaque étudiant, quelle que soit la gravité de ses problèmes, qu'il ait ou non engagé l'action avec le comité UNEF de son UER, peut saisir ce moment privilégié pour s'exprimer sur sa situation et ses revendications élaborées avec les autres étudiants de son amphî.

L'évolution du rapport des forces à l'Université dépend pour une part du nombre d'étudiants qui vont voter pour les listes présentées par l'UNEF. Le gouvernement ne s'y est pas trompé, il rêve d'une Université d'avant 68 où les étudiants n'aient plus leur mot à dire dans la vie et la gestion de leur Université, il enrage de voir que les étudiants se rassemblent toujours plus massivement chaque année autour des listes UNEF. Il n'admet pas que depuis deux ans, la participation électorale augmente et que cette augmentation va de pair avec une progression importante des voix UNEF qui représentaient l'an dernier plus de 60 % des suffrages.

C'est pourquoi il multiplie les mesures autoritaires pour appliquer au plus vite sa politique, il tente d'enrayer la progression de l'UNEF en multipliant les attaques directes contre le syndicat en particulier par la suppression de la subvention, il tente de diviser les étudiants en s'appuyant sur une frange à sa dévotion, professeurs à Nanterre et étudiants à Amiens par exemple.

Madame SAUNIER-SEITE, favorise, en les portant à bout de bras à coup de subventions, ces listes à sa dévotion, en faisant tout pour empêcher l'expression démocratique des étudiants sur leurs revendications comme en Médecine à Lille II où le président d'Université, son fidèle serviteur a décidé que les élections auraient lieu 8 jours après la rentrée.

C'est également à l'approche des élections que réapparaissent les diviseurs du mouvement étudiant, ceux qui appellent au boycott-démission comme ceux qui tentent d'utiliser les voix des étudiants pour les récupérer à des fins politiques.

Devant les attaques du gouvernement, on perçoit combien il serait dangereux pour les étudiants de ne pas voter et de laisser ainsi leur voix à SAUNIER, ou de lui accorder leur voix en votant pour les listes réactionnaires ou corpos à sa dévotion.

Les étudiants ne voteront pas pour ceux qui ont été absents des luttes ou les ont combattues, ils ne voteront pas non plus pour ceux qui ont tout fait pour les dévoyer, pour les engager dans des impasses politiciennes. Ils ne voteront pas pour un sigle qui sert en fait de cache-sexe à un groupe gauchiste à la recherche d'un public.

Leur image de la représentation démocratique, c'est celle des magouilles dans les coordinations.

Nous voulons pour notre part une véritable consultation démocratique.

C'est toute la démocratie qui anime les comités de l'UNEF avec la mise en débat d'une charte nationale des élus.

Nous invitons les étudiants à passer un accord avec les candidats présentés sur les listes UNEF. Un accord que nos élus respecteront, sur lequel ils seront élus et jugés.

Dans cette charte, les candidats expliqueront qu'il conçoivent leur activité d'élus comme un rôle d'animateur des luttes, des services, de la vie de l'UER.

- 1 - ils défendent chaque étudiant sans discrimination sur chaque problème, auprès des professeurs et de l'administration,
- 2 - ils agissent pour toutes les revendications, définies par les étudiants dans les plateformes d'année ou d'UER, de même que pour de grandes revendications nationales concernant les conditions de vie des étudiants, les crédits de la fac, la démocratie à l'Université et l'amélioration des débouchés. Ils situeront leur activité dans le cadre du combat pour une Université démocratique,
- 3 - ils informent régulièrement les étudiants, les consulteront avant les réunions des Conseils et rendront compte de leur mandat,
- 4 - ils permettent aux étudiants d'avoir le droit de regard sur tout ce qui les concerne.

Voilà les axes essentiels de la charte proposée à la discussion des étudiants.

Cette charte sera mise en débat par les candidats présentés sur les listes UNEF

Ces candidats, ce sont :

- tous les étudiants qui se sont révélés être des animateurs des luttes tant l'an passé que cette rentrée, qui sont apparus comme les porte-parole étudiants, c'est dire que les responsables de comités UNEF doivent être candidats mais au-delà beaucoup d'étudiants ont participé au mouvement sans être à l'UNEF, en n'étant pas toujours d'accord avec nos positions. Aujourd'hui ils veulent se battre et il n'y a que l'UNEF qui leur propose de poursuivre la lutte efficacement.

Les listes UNEF sont ouvertes largement à tous ceux qui veulent se battre et organiser l'entraide, mais plus généralement à tous ceux qui veulent améliorer la vie de leur UER, par exemple aux responsables d'animations sportives, culturelles, de différents groupes de réflexion.

Dans certaines UER, l'UNEF doit prendre contact avec la corpo locale si elle a une réelle activité au service des étudiants.

En un mot, personne ne demande aux candidats des listes UNEF un brevet de syndicalisme. Nos candidats sont à l'image des étudiants et de leurs luttes.

Elus sur des listes de l'UNEF, ils ont l'avantage d'une grande organisation qui permet l'échange des expériences, les relations entre les différentes villes universitaires, les liens avec les syndicats de profs et de travailleurs.

Ils peuvent profiter de l'expérience accumulée durant 7 ans par 2 000 élus syndicaux.

Voilà pourquoi nous partons confiants à la bataille, sans oublier l'immense travail de préparation à accomplir, car trouver 7 000 candidats, informer 800 000 étudiants, c'est une bataille électorale gigantesque qui va nécessiter une bataille décuplée de chaque comité UNEF.

Mais l'UNEF part avec tout l'acquis des luttes de l'an passé, avec son audience nouvelle après le Congrès de Toulouse, avec le Congrès de Toulouse, avec les luttes engagées en cette rentrée, les rassemblements et bien sûr, les 90 000 voix de l'an dernier.

Oui, nous partons^{confiants}, ces élections seront une grande étape pour les luttes et pour le mouvement étudiant.

Des dizaines de milliers de voix se porteront sur nos candidats parce que l'UNEF est bien l'organisation dont les étudiants ont besoin.

Pour l'action, l'entraide et l'union des étudiants, l'UNEF se confirme chaque jour comme l'organisation irremplaçable pour les étudiants.

Seule l'UNEF est à même de répondre à l'ensemble des revendications et préoccupations des étudiants, à faire valoir leurs droits partout où leurs intérêts doivent être représentés et défendus.

Les étudiants ne s'y trompent pas, ils ont soutenu massivement les listes de l'UNEF aux dernières élections universitaires, ils ont élu une majorité de délégués UNEF dans les CROUS et au CNESER, ils ont répondu massivement aux propositions du syndicat lors du mouvement de lutte contre la réforme du 2^e cycle.

La confiance accrue des étudiants dans l'UNEF se vérifie quotidiennement dans toutes les universités. En témoigne les 253 adhésions réalisées en I.U.T. lors de la journée d'action du 14 octobre, la création de nouveaux comités UNEF dans des centres Universitaires comme Mulhouse, Lorient, Colmar, Bétune, Théologie protestante à Paris de secteur pharmaceutique et des écoles d'assistantes sociales. En témoigne le nombre important d'adhésions d'étudiants de première année nouvellement inscrit qui représente près du 1/3 des adhésions.

Le meilleur baromètre de la confiance et de l'intérêt des étudiants pour l'UNEF reste la remise des cartes et les adhésions réalisées en cette rentrée.

Aujourd'hui, alors que les cartes ne sont pas encore toutes comptabilisées, le cap des 35 500 étudiants ayant pris ou repris leur carte UNEF 76-77, est passé.

C'est à dire que l'UNEF a retrouvé ses effectifs du congrès dernier à 71%. Certaines A.G. ont déjà dépassé très largement ce pourcentage.

C'est la première année où l'UNEF retrouve si vite ses anciens adhérents et fait autant de nouvelles adhésions au moment de la rentrée Universitaire. L'an dernier, où pourtant des progrès avaient été réalisés, le pourcentage de 70% a été atteint au début décembre alors que l'UNEF comptait seulement 35 000 adhérents.

Cette bonne santé de l'UNEF traduit l'audience accrue du syndicat, la place nouvelle qu'il occupe dans la vie des universités, la reconnaissance par des dizaines de milliers d'étudiants de son utilité et de son efficacité.

Si toute l'UNEF, tous ses militants sont légitimement fiers des premiers succès obtenus dans l'union des étudiants, les ambitions fixées au 63^e congrès vont bien au delà.

Chaque jour, chaque attaque du gouvernement comme chaque riposte des étudiants montre qu'il est plus urgent que jamais que les étudiants se trouvent plus nombreux dans une grande organisation syndicale.

C'est la garantie d'un mouvement étudiant toujours plus déterminé, capable de mener l'action en permanence contre les agressions de la politique gouvernementale. La lutte entreprise est une lutte permanente et de longue haleine.

L'intérêt des étudiants comme de leurs parents, des travailleurs comme des enseignants, l'intérêt du pays ; en un mot l'intérêt général commande que les étudiants se trouvent unis et déterminés en permanence pour exiger que l'université ait les moyens de jouer son rôle au service du pays tout entier.

Aussi les comités UNEF lancent un appel à tous les étudiants de France

"Chaque jour vous êtes confrontés à des difficultés grandissantes pour étudier, pour vivre, pour trouver un emploi.

Le gouvernement ne résoud aucun des problèmes posés à l'enseignement supérieur mais tente en permanence d'aggraver la situation pour renforcer la sélection sociale et mettre l'université sous la tutelle du patronat.

Unis dans l'action, déjà nous l'avons fait reculer ; ensemble dans l'UNEF nous le continuerons, nous ne trairons pas à de nouveaux reculs."

L'UNEF lance cet appel à tous les étudiants, quelle que soit leur filière, leur année d'études, leurs opinions de toutes sortes.

Il est temps de s'unir dans la grande organisation permanente, qui a fait ses preuves, l'UNEF.

Car l'UNEF c'est le syndicat capable d'être le recours permanent des étudiants, elle en fait chaque jour la preuve. C'est pourquoi elle s'adresse avec confiance à tous les étudiants.

L'orientation que développe l'UNEF depuis sa rénovation en mars 1971, enrichie par tous les congrès successifs, notamment par celui de Toulouse, est celle du large rassemblement de tous les étudiants dans une seule grande organisation syndicale.

Cette orientation est née du rejet par les étudiants aussi bien de la conception corporatiste du syndicat que de celle qui voulait le transformer en mouvement politique de masse.

Le corporatisme maintenait l'université dans un ghetto coupé de la société et était incapable d'analyser l'évolution du milieu étudiant, d'organiser la riposte aux attaques du gouvernement et d'assurer la convergence des luttes étudiantes avec celles des enseignants et des travailleurs.

La conception du "Mouvement Politique de Masse" a transformé l'UNEF en courroie de transmission de groupuscules de toute nature, car elle niait que les étudiants, pourtant confrontés aux mêmes attaques du gouvernement, avaient des intérêts communs à défendre.

Ces deux conceptions ont fait faillit et ceux qui s'en réclamaient à l'époque n'osent plus l'avouer aujourd'hui...

C'est parceque l'UNEF a retrouvé sa seule raison d'être - défendre les intérêts des étudiants - qu'elle permet le large rassemblement des étudiants.

Il est possible de s'unir dans l'UNEF parce que c'est un syndicat indépendant.

L'indépendance pour l'UNEF n'est pas une vertu qu'on se découvre aux élections universitaires, elle fonde toute notre activité car les étudiants sont majeurs, capables de diriger seuls leur organisation syndicale, sans être à la remorque du gouvernement d'un parti politique d'un syndicat ou de n'importe quel groupe de pensée.

Cette indépendance de l'UNEF n'est pas synonyme d'isolement des étudiants ; elle est le fondement de relations régulières, sur un pied d'égalité, avec les organisations syndicales des travailleurs et des enseignants et avec tous ceux qui s'intéressent à la vie de l'université.

C'est ainsi que l'UNEF, dans la dernière période, a eu par exemple des entretiens suivis sur les questions des I.U.T. avec l'union des présidents d'I.U.T., l'assemblée des directeurs et la F.N.D.U.T. par exemple.

C'est parce que l'UNEF est vraiment indépendante qu'elle peut à tout moment, dans tous les organismes avec tous les interlocuteurs faire valoir les droits et les intérêts des étudiants.

Il est possible de s'unir dans l'UNEF parce que c'est une organisation démocratique.

Le congrès de l'UNEF en a été l'expression la plus complète. Le large débat qui a précédé le congrès, la discussion des 1 500 amendements au texte d'orientation ont montré que les membres de l'UNEF n'ont pas peur du débat, mais au contraire la provoquent, car c'est à l'issue du plus large débat que sont prises les décisions les plus efficaces.

L'activité de l'UNEF depuis son congrès a confirmé cette vie démocratique. Le Collectif Nationale est toujours mieux l'organe de direction de l'UNEF.

La discussion préparatoire à cette conférence des comités a montré le souci de tous d'améliorer toujours cette vie démocratique afin que chacun se sente à l'aise à l'UNEF.

Aujourd'hui c'est l'UNEF qui est le lieu du débat et de l'action sur les grands problèmes posés aux étudiants. Se tenir à l'écart de l'UNEF, c'est passer à côté des grandes préoccupations du mouvement étudiant.

A cet égard, il est possible de tirer un 1^{er} bilan de toutes les tentatives de division du mouvement étudiant : Madame Saunier Seité éprouve, semble-t-il, beaucoup de difficultés à rassembler dans un seul groupe tous ses soutiens.

C'est la revue "Valeurs Actuelles" qui avoue la raison profonde de la suppression de la subvention à la F.N.E.F. : en coupant les vivres à la F.N.E.F., Saunier veut contraindre les quelques isolés qui se réclament de ce sigle à aller renforcer le C.E.S.E.F. c'est à dire l'officine giscardienne qui a rassemblé 1555 voix (selon ses chiffres du ministère) aux dernières élections.

Il faut s'unir dans l'UNEF parce que c'est la seule organisation syndicale unitaire des étudiants. Comme le disait le rapport d'orientation du congrès de Toulouse :

"l'UNEF a vocation à rassembler la majorité des étudiants parce qu'elle fonde son activité sur l'analyse du mouvement étudiant."

Ceux ci, outre le fait qu'ils sont tous "en formation", appartiennent à des groupes sociaux différents. Mais dans leur grande majorité, ils connaissent de grosses difficultés à vivre et à étudier. Ils ont en commun des raisons économiques, sociales, culturelles, morales de s'unir et d'agir.

Unitaire, l'UNEF allie le pluralisme des idées et la diversité des étudiants. La diversité d'opinions, de courants, de sensibilités qui traversent l'université n'empêche pas de cohabiter dans la même organisation syndicale. L'expérience montre que les sensibilités diverses qui d'ores et déjà existent à l'UNEF enrichissent l'ensemble du syndicat et sa capacité d'intervention.

Ceux qui prétendent qu'à chaque sensibilité qu'à chaque courant devrait correspondre une organisation syndicale veulent balkaniser le mouvement étudiant, le cartelliser à des fins politiciennes.

L'UNEF au contraire agit pour l'union de tous les étudiants, qui seule voie de l'efficacité.

C'est le gouvernement qui en dernier ressort, recueillerait les fruits d'un mouvement étudiant divisé.

Si certains, pour justifier leurs tentatives de division, cherchent leur référence dans le mouvement ouvrier, ils font des comparaisons pour le moins hâtives. En France, l'existence de plusieurs organisations syndicales de travailleurs s'explique pour des raisons historiques, qui n'existent pas pour le mouvement étudiant dont l'originalité est justement son unité dans l'UNEF depuis le début de son histoire.

Les courants qui se disent intéressés au développement d'un syndicalisme étudiant authentique doivent comprendre que l'intérêt des étudiants commande de s'unir dans l'UNEF, qu'il est possible de se retrouver dans la même organisation tout en gardant son originalité.

Le caractère pluraliste de l'UNEF permet le large rassemblement de toutes les opinions, de tous les courants, de toutes les individualités.

Etre à l'UNEF ne signifie pas abandonner ou renier sa personnalité, son originalité, c'est au contraire en faire bénéficier le syndicat.

Même pour ceux qui se fourvoyent ou se sont fourvoyés dans des entreprises de divisions, adhérer à l'UNEF ne signifie pas faire amende honorable. C'est simplement agir de façon responsable face à la gravité de la situation faite aux étudiants et aux universités par le gouvernement.

Les étudiants ne sont pas dupes des manoeuvres de Saunier Seité pour fédérer les groupes réactionnaires à l'université.

Dans le même temps, cette année comme l'an passé, les étudiants n'ont rien à attendre des tentatives de division venant tant du C.O.S.E.F. que du M.A.S.

Le C.O.S.E.F., mort-né, a reçu l'apport du C.L.E.R.U., enfant chéri d'Edgard Faure alors qu'il était ministre de l'éducation nationale. Depuis ce moment le C.L.R.U. avait cessé d'exister ; il est ressuscité le temps d'un jour pour donner son adhésion au C.O.S.E.F.

Quant au M.A.S., qui ne s'aperçoit aujourd'hui qu'il est le terrain d'affrontement de tous les groupuscules et le cheval de troies des gauchistes à l'université.

Nous le réaffirmons ici ! l'intérêt des étudiants est d'être unis, toute tentative de division leur est préjudiciable et freine le développement des luttes.

Plus que jamais les étudiants doivent s'unir dans l'UNEF, leur organisation syndicale.

Cette orientation syndicale qui a fait ses preuves, anime l'activité et la vie des comités UNEF. Cette orientation fait d'eux le levier essentiel par lequel passe l'efficacité de l'action revendicative, l'entraide croissante des étudiants et leur large rassemblement.

Parce qu'au centre de la vie des étudiants les comités sont les mieux à même de prendre en charge l'ensemble des préoccupations des étudiants et de déterminer avec eux de façon démocratique les formes d'action les plus efficaces. Pour cette même raison les comités UNEF sont ce qui permet d'animer de façon multiple la vie de l'U.E.R. ou de l'amphi.

Ainsi, soutenu par cette conception syndicale, nos comités ne peuvent laisser de cote le moindre problème, la moindre préoccupation. Chaque étudiant a pleinement sa place dans le comité UNEF.

Il n'existe de ce point de vue aucune borne, aucun à priori à poser. La proposition soumise au débat de porter le prix de la carte à trois francs et de ne conserver qu'un seul talon, celui des A.G., reflète cette volonté. Elle répond à notre démarche de syndicat de masse, à notre appel à l'ensemble des étudiants à s'unir dans les comités UNEF en simplifiant ce que doit être l'adhésion à l'UNEF. Adhérer à l'UNEF se retrouver dans un comité, doit être un acte simple et naturel, accessible à tous, où chacun est sur un pied d'égalité, sans barrières jettées entre l'étudiant et l'UNEF. Si il est clair que ce n'est pas là une proposition miracle, elle reflète la démarche large et ambitieuse qui doit être celle de tous les comités UNEF aujourd'hui.

Fixer la cotisation à trois francs, ne serait ce pas préjudiciable à la vie financière de l'UNEF ?

Cette question a été souvent posée lors de la préparation de cette conférence, ce qui témoigne que le souci de la bataille financière constante est de plus en plus largement partagé dans l'UNEF et il faut s'en féliciter.

Ces interrogations sont déautant plus naturelles que Saunier Seité a voulu freiner l'activité de l'UNEF en cette rentrée en supprimant la subvention nationale. Aussi convient-il de bien définir notre orientation en matière de bataille financière.

Tout d'abord, jusqu'à présent toutes les cartes étaient loin d'être payées à quinze francs. Si lors des deux dernières années des efforts ont été accomplis pour verser à la trésorerie nationale, les sept francs lui revenant, beaucoup d'A.G.E. et de comités payaient cette part avec l'argent devant normalement leur revenir ; les cartes étaient au niveau des comités payées à moins de 50% en moyenne.

C'est à dire que la baisse de la cotisation ne va pas entraîner des manques financiers énormes.

Mais il est clair que les comités UNEF vont amplifier leur bataille financière. En effet s'il y a baisse du prix de la carte UNEF, ce n'est pas pour abandonner la bataille financière auprès des adhérents ; c'est simplement la volonté de ne pas lier l'adhésion au versement d'une somme importante d'argent de façon administrative en début d'année. Mais les militants de l'UNEF s'adresseront à tous les adhérents au cours de l'année pour qu'ils versent à la collecte selon leurs possibilités.

Ce qui est décisif pour la vie financière des comités donne pour celle de l'UNEF, c'est la campagne de collecte permanente auprès des étudiants, comme auprès des enseignants.

Dans la dernière période l'UNEF a récolté beaucoup d'argent dans les souscriptions aux comités d'accueil, lors des manifs du 7 et 23 octobre : à Paris par exemple le 7 octobre, nous avons collecté 11 500 francs. Il s'agit d'aller toujours plus loin dans cette voie notamment en menant une campagne plus publique pour le rétablissement de la subvention à l'UNEF.

L'U.E.G. cette année recevra sa subvention alors que le S.E.U. voulait la lui supprimer. C'est une première victoire, aussi faut-il exiger plus que jamais que Saunier Seité revienne sur sa décision ./.

Dans le cadre du lancement des élections universitaires, la conférence des comités sera amenée à décider le lancement d'une grande collecte de masse pour payer l'ensemble de nos frais électoraux.

Ainsi l'UNEF, tout en facilitant largement l'adhésion ne verra pas diminuer ses capacités financières mais au contraire se donnera toujours mieux les moyens d'une large bataille financière de masse, animée par les comités.

La volonté de l'UNEF c'est vraiment qu'il n'existe aucun obstacle à l'entrée des étudiants au syndicat. Les comités UNEF ne sont en aucun cas la réunion d'une poignée de militants polyvalents, d'une élite avancée du mouvement étudiant. Les comités UNEF ne sont pas une structure rigide au sein de laquelle les étudiants doivent se plier à l'exercice d'un militantisme dévoué.

Tout cela n'a rien à voir avec le rôle et la vie véritable du comité. Bien au contraire ils sont le lieu où chacun peut trouver son intérêt, où chacun peut trouver son intérêt, où chacun peut participer, débattre et agir sans aucun critère, sans aucune limite.

C'est à cette exigence que répond la façon dont nos comités doivent encore améliorer, développer leur vie. Ainsi les réunions des comités doivent se mettre toujours mieux au centre de la vie des étudiants. La réunion du comité n'a rien à voir avec un acte bureaucratique, et interne à l'UNEF. C'est un moment exceptionnel pour les étudiants pour débattre eux-même en toute indépendance, des problèmes qui les concernent directement. Réunir les comités à la base, sur un point particulier dans l'amphi, dans les T.D. en appelant publiquement les étudiants à y participer c'est permettre l'expression et la défense directe de chacun.

En ce sens nous proposons de décider de la publication plus régulière d'Etudiants de France afin qu'il soit un instrument essentiel de l'animation du débat chez les étudiants.

La vie des comités ne peut donc se cantonner à une réunion close, au contraire elle puise sa matière, son autonomie et son efficacité au sein même de l'amphi ou du T.D.

Améliorer les rapports entre l'UNEF et ses adhérents passe par une information régulière envers tous les adhérents.

La publication d'UNEF-INFORM doit être élargie par la parution régulière de courrier et de bulletin d'information. La création du courrier national pour les présidents de C.A. va dans ce sens.

Cette activité indépendante, cette vue démocratique permet à tout étudiant de prendre sa place, comme il le désire, quand il le désire dans la vie du comité UNEF. Il n'y a pas à mettre les étudiants sur un même modèle, chacun participe à la vie du comité selon ses désirs et ses intérêts que ceux-ci se portent sur le ciné-club, l'association sportive ou la création d'un foyer d'étudiant sur l'U.E.R. il n'existe de ce point de vue aucun modèle.

Dans le même sens nos responsables de comités ne sont pas des permanents du syndicalisme étudiant, ce sont les animateurs de l'U.E.R., connus des étudiants, porte parole de leurs revendications auprès des enseignants et de l'administration. Tout naturellement reconnu par les étudiants détenteurs de leur confiance, ce sont les plus aptes à

animer la vie de nos comités.

Bien évidemment, l'effort pour intégrer tous les adhérents à la vie du comité passe par l'amélioration de la formation syndicale.

Chers Camarades,

Nos ambitions sont grandes, elles sont à la mesure de notre audience, de la force nouvelle du courant qui se dirige vers l'UNEF.

Je conclurai, en lançant au nom du bureau national un appel, un appel au débat, dans cette conférence de responsables de comités et dès lundi dans toutes les facs.

Un débat qui, nous sommes certains permettra aux étudiants de se saisir toujours mieux de leur organisation de s'unir dans l'action, de se retrouver
ENSEMBLE DANS L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

- 0 -

Paris, les 6 & 7 Novembre 1976